L'HUMANITE ROUGE - mercredi 7 décembre 1977 No 782

Humanite Rouges

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source

Sommet européen GISCARD PLAIDE POUR UNE REPRESSION ACCRUE

Giscard d'Estaing s'est fait lundi, devant le Conseil européen rassemblé à

Magistrats

sanctionnés

Hubert Dujardin et Pierre Renard-Payen, tous deux magistrats à Evry et membres du Syndicat de la Magistrature, qui entendaient publiquement, lundi, au tribunal correctionnel, contre la suspension, le 28 novembre dernier, de leur collègue, Monique Guemann, ont été interdits d'audience par le procureur de la Républi-

Celle-ci avait protesté de vant le tribunal de Draguignan contre les conditions de l'extradition de l'avocat allemand, Klaus Croissant, en déclarant :

«En tant que magistrat ayant pour mission, de par la Constitution, de garantir les libertés, il m'apparait de mon devoir de manifester mon inquietude de vant l'impossibilité, pour la défense de l'avocat allemand, d'exercer utilement les recours déposés devant la Cour de cassation et devant le Conseil d'Etat du fait de l'exécution immédiate du décret d'extradition, ce qui me parait être une violation des droits de la défense».

La section d'Evry du Syndicat de la Magistrature a protesté contre cette mesure en déclarant : «... Le procureur de la République poursuit la politique de muselement de la magistrature engagée par le ministre de la Justice dans l'affaire Monique Guemann... Les magistrats qui se seront engagés à se taire, seront-ils les seuls libres de prendre la parole aux audiences ?».

Bruxelles, l'avocat de la création d'un «espace judiciaire européen... prolongement de l'espace économique... et démocratique déjà existant dans la Communauté». Qu'est ce à dire ?

Pratiquement, laisse-t-on entendre dans son entourage, il s'agirait de «dépasser» le problème du terrorisme pour parvenir à une législation commune comportant des règles d'extradition

Apalategui et à ses camarades, en attendant de l'être pourquoi pas ? - dans une étape ultérieure, à tous les réfugiés politiques établis dans notre pays pour fuir la répression dont ils sont l'objet.

Le cas de Klaus Croissant, premier extradé de France pour raisons politiques, depuis la Seconde Guerre mondiale, donne la véritable dimension de «l'espace judiciaire, prolonge ment de l'espace démocratique» dont parle Giscard ; de même que les déclarations de ses ministres annonçant, à propos du froid assassinat d'un travailleur algérien, qu'il fallait «combattre le terrorisme de droite comme celui de gauche».

Sous la bannière de la lutte contre le terrorisme, c'est une offensive d'envergure contre les droits démocratiques, et notamment ceux de l'asile politique aux démocrates, progressistes et révolutionnaires étrangers, qui se prépare. Seule une mobilisation populaire d'envergure peut, et doit, la briser dans l'œuf.

Le sommet de Tripoli vient de clore ses travaux dont la durée exceptionnelle - 5 jours - témoigne à elle seule de la difficulté des discussions qui s'y sont déroulées. Commencé avec cing pays : la Lybie, l'Irak, l'Algérie, le Sud-Yémen, la Syrie, plus l'ensemble des organisations palestiniennes, il devait se poursuivre à quatre, l'Irak ayant quitté

sa colère.

défense en plein Marseille.

• Proche-Orient

Elle a enregistré la réconciliation publique des différentes organisations palestiniennes qu'avait divisées la guerre du Liban. Sur le plan politique, tout en dénonçant très vigoureusement le voyage du président Sadate à Jérusalem, la conférence est restée relativement modérée, les pays membres se contentant de «geler» leurs relations diplomatiques avec l'Egypte et ne ferment pas la porte à des négociations ultérieures entre les différents États

la conférence au cours de

ses travaux.

De son côté, au Caire, le président Sadate, tout en annonçant qu'il rompait ses

Tripoli, a 'enu, en direction des au ités sionistes, un langage ferme. Il a notamment déclaré : «Si Israel n'assouptit pas, au Caire, ses positions, une situation nouvelle créée». A un journaliste l'interrogeant sur l'hypothése d'un nouveau conflit en cas d'obstination maintenue par Israel à refuser les demandes arabes, il a répondu : «Nous avons totalement le droit, d'après la Charte des Nations-unies et tout ce qui existe au monde, de libérer nos terres quand nous le voudrons». Mais, a-til ajouté, ale vrai problème n'est pas la libération du Sinai, c'est celui des Palestiniens».

Paris le 2 décembre 1977

Assassinat de Laid Sebai

COMMUNIQUE DU

PARTI COMMUNISTE

MARXISTE-LENINISTE

DE FRANCE

Informé de l'ignoble assassinat d'un militant. de l'«Amicale des Algériens en Europe», commis aujourd'hui 2 décembre 1977, au siège même de cette organisation officielle algérienne, le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) exprime son indignation et

Le PCMLF considère que le gouvernement porte une énorme responsabilité, frisant la complicité, pour les conditions d'exceptionnelle faci-

lité dans lesquelles a pu être accompli ce nouveau crime contre un ressortissant algérien. Moins de deux semaines après l'exécution meurtrière d'un travailleur de la même nationalité par un agent de police, sans

la moindre sommation et sans nul état de légitime

de sa solidarité internationaliste prolf arienne au peuple algérien, aux travailleurs algériens immigrés en France et à l'«Amicale des Algériens en Europe».

ENTRE TRIPOLI

ET LE CAIRE

Prêt à participer à toute riposte de masse contre cette nouvelle escalade du racisme antialgérien et antiarabe, le PCMLF présente l'expression

> Dans l'attente de la conférence du Caire qui doit réunir le président Sadate, les USA et les experts dépêchés par l'Etat sioniste, la situation demeure en pleine efferverscence au Proche-Orient, où les contacts diplomatiques, ouverts ou discrets, se multiplient pour tenter de ressouder la cohésion des différents pays ara-



Le vrai visage de «l'espace démocratique europeen» dont

s'agussait par là de renforcer. de la Communauté.

au niveau européen, la lutte contre les dangers qui menacent les démocraties notamment «mais pas uniquement» en ce qui concerne

Giscard s'est fait plus automatique pour les «criprécis en déclarant qu'il mess commis dans les pays

> Ainsi, le sort de l'avocat Klaus Croissant, scandaleusement livré aux autorités allemandes, devrait être généralisé et étendu, entre autres, au militant basque

A propos du livre de Suzanne Bernard Appel aux lecteurs

Le livre de Suzanne Bernard «Rencontre avec un paysans révolutionnaire» est actuellement épuisé. C'est là une très bonne chose qui témoigne de l'intérêt qu'il a suscité. Mais, à la suite d'une er-reur de répartition, la région du Vaucluse ne l'a reçu que très tard : à peine une quarantaine, et déjá tous épuisés. Les rares librairies qui ont accepté de le commander n'y sont pas parvenues à la suite de la mauvaise volonté de l'éditeur : commandes «égarées» ou bien non livrées sans aucune justification.

Sur le département du Vaucluse, ce livre manque sérieusement, notamment pour soutenir la campagne électorale du camarade Arthur Chave, le paysans révolutionnaire dont le livre raconte la vie et les luttes et qui sera candidat marxiste-léniniste aux prochaines élections législatives.

L'éditeur a déjà fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de le rééditer malgré son succès. Nous lançons donc un appel à tous nos lec-teurs qui disposeraient, de ce livre pour qu'ils veuillent bien le renvoyer à l'adresse de notre journal afin que nous puissions en faire parvenir quelques dizaines d'exemplaires dans le département du Vaucluse où il est impatiemment attendu et nous les en remercions d'avance.



Quimperlé (Finistère)

Des centaines de femmes manifestent pour le droit à l'avortement

Plus de 500 personnes ont manifesté, samedi, en Bretagne, à Quimperlé, pour le droit à l'avortement. Il s'agissait en grande majorité de femmes qui ont déposé à la mairie de Quimperlé une motion pour protester contre «le refus de nombreux hôpiteux bretons de pratiquer des interruptions volontaires de grossesses.

bué à l'occasion de la mani- souvent dissuasif ou culpabichoisir leur méthode d'avorte- Lorient (Morbihan) et 800 F ser par la Sécurité sociale, plus loin... En outre, le cenacte chirurgical». Il a précisé blissement public dans la ciraux demandes d'interruption ments. de grossesses dans le Sud-Finistère, qui compte une po- mes enceintes sont ainsi oblipulation de 300 000 habi-

L'AVORTEMENT N'EST PAS LIBRE

à l'hôpital de Quimper et 400 dans des cliniques de cette même ville en 1976, tandis que 170 interruptions de grossesse sont pratiquées tous les mois à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu de Rennes. Par contre, les femmes se heurtent à des refus dans de très nombreux à Pont l'Abbé (Finistère), Loudéac (Côtes-du-Nord), Vitré et Fougères (Ille-et-Vilai- ne) ainsi qu'à Quimperlé. Dans ces villes, les chefs de anesthésistes invoquent la vue par la loi, « quand ce n'est pas le manque de place ou de moyens», tandis que les médecins qui acceptent de prasubmergés de demandes qu'ils ne peuvent plus satisfaire.

> DES PRIX EXORBITANTS

le condamne «les conditions tement libre et gratuit.

Dans un livre noir distri- déplorables de l'accueil trop festation, le planning fami- lisant». Il dénonce aussi les lial de Quimperlé réclame : prix souvent très élevés : un «le droit pour les femmes de avortement coûterait 450 F à ment et de se faire rembour- à Ploermel, cent kilomètres comme c'est le cas pour tout tre de Villeneuve, seul étaque «seule la ville de Quim- conscription de Quimperlé per répondait favorablement refuse de pratiquer les avorte-

Une vingtaine de femgées de se rendre chaque semaine jusqu'à Quimper, à une cinquantaine de kilomètres, si bien que l'opération qui n'est pas remboursée par la Sécurité sociale, revient Il y a eu 502 avortements alors à près de 1 000 F.

ETENDRE LE DROIT A L'AVORTEMENT

Les militantes du planning familial de Quimperlé dénonhôpitaux, notamment à Brest, cent le refus d'appliquer la loi Veil de certains médecins et hópitaux. Elles condamnent en outre les carences et les restrictions de cette loi. Outre le non-remboursement service, les praticiens, ou des par la Sécurité sociale elles dénoncent le délai légal de la «clause de conscience» pré. dixième semaine qui conduit encore sans doute de nombreuses femmes à se faire clandestinement quand elles n'ont pas les motiquer les avortements sont yens de se rendre dans les cliniques anglaises.

Cette munifestation, la plus importante qu'ait connu la Bretagne sur ces questions démontre la détermination des femmes à Le livre noir de Quimper- continuer la lutte pour l'avor-

Sipa-press

Dénonciation des violences policières contre des iournalistes

Deux reporters de l'Agence Sipa-press ont été blessés samedi 26 novembre alors qu'ils assuraient un reportage sur la manifestation organisée dans le 14e arrondissement de Paris pour protester contre les expulsions de locataires.

'agence Sipa-presse a adressé au préfet de police de Paris une lettre de protestation . Elle dénonce le fait que la police se soit attaquée de façon délibérée à ces journalistes cherchant volontairement à les blesser.

Sans aucune raison, déclare-t-elle, deux grenades offensives étaient lancées dans la direction des photographes blessant Daniel Houpline aux jambes et Patrick Frilet à l'œil droit». On se rappelle que, déjà, à Malville, un journaliste de Libération avait du être amputé d'une jambe aprés avoir reçu une grenade offensive.



L'URSS, CHAMPIONNE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Fidèle à ses habitudes, la délégation soviétique a, cette année encore, soumis des propositions sur le désarmement au cours des réunions des Nations-unies. Elle a vanté la multitude de propositions qu'elle a avancées pendant près de 20 ans, disant qu'aelles pourraient être réunies en plus d'un gros volume».

La délégation soviétique a, pour une fois, dit la vérité. Rien que dans les années 70, elle a proposé à la discussion neuf sujets qu'elle a qualifiés d'«urnaux dont dispose l'ONU. Elles montrent que, depuis l'accession de Brejnev au pouvoir, les dépenses militaires sovietiques ont augmenté d'année en année. Le nombre des forces armées soviétiques s'est élevé à plus de 4 millions, soit deux fois celui des Etats-Unis, alors que la vitesse et l'ampleur du développement des armes conventionnelles soviétiques dépassent de loin les États-Unis.

Quant aux armes strate-

tions ou accords ne peuvent, le moins du monde, empêcher la poursuite des efforts vers une expansion gigantesque des arme-

Non seulement, les fanfaronnades sur le désarmement sont contredites par l'expansion des armements poursuivie par le gouvernement soviétique, mais encore le comportement de la délégation soviétique à l'assemblée générale de l'ONU a démenti ses paro-Sa position vis-à-vis

ponsabilité pour la tension militaire dans l'Océan indien» et «l'Union soviétique n'a aucune base militaire dans l'Océan indien ni l'intention d'en établir

Mais on se souvient que trois semaine avant que le représentant soviétique ait déclaré cela, la République des Maldives avait dénoncé ouvertement l'Union soviétique qui avait l'intention de louer à haut prix l'île de Gan pour en faire une nouvelle base militaire.



Des chars T 62 en manœuvres ; mais l'URSS a construit des chars plus modernes, en particulier le T 72 et elle se prépare à l'heure actuelle à construire en série un super-char de combat, le T 80.

gents et d'importants» et soumis plus de vingt projets de résolution sur le désarmement. Face à de tels efforts persistants, on pourrait penser que l'Union soviétique a dû aller très loin dans le désarmement et que ses forces armées ont dû être considérablement réduites. Mais les faits prouvent tout le contraire.

Le représentant d'un pays asiatique a commenté le débat sur le désarmement à l'assemblée en di-: aC'est celui qui prêche le plus bruyamment le désarmement qui s'engage le plus dans l'armement».

La vérité de cette déclaration est attestée par les statistiques des instituts giques soviétiques, elles se sont multipliées par cinq. Ayant rattrapé numériquement les États-Unis en 1972, l'Union soviétique a encore enregistré une augmentation de 20 %, portant le chiffre total de ses armes stratégiques a plus de 2500. Sur le plan qualitatif, elle s'efforce d'égaler les États-Unis, en développant ses 4e et 5e générations de ICBMS, de ICBMS mobiles et d'autres armes stratégiques sophisti-

Un représentant arabe a dit : «Jusqu'ici, les différentes sortes de démonstration de désarmement avancées par les superpuissances ne sont qu'une perte de temps puisque ces négociade la zone dénucléarisée en Amérique latine en est une preuve. Le 16 novembre, lors de la mise au vote d'un projet de résolution pertinent, le signal jaune a montré que l'Union soviétique s'abstenait encore une fois.

En ce qui concerne la zone de paix de l'océan Indien, l'attitude soviétique a été encore plus révélatrice. Quand le premier comité de l'assemblée générale de l'ONU a voté, le 18 novembre, un projet de résolution, avancé par le Comité sur l'Océan indien, condamnant les deux superpuissances pour leur présence militaire et leur rivalité dans cet océan, le représentant soviétique a déclaré : «A cet égard, nous devons signaler que l'Union soviétique ne por-

L'intervention du délégué chinois

Tchen tchou, intervenant dans le débat sur le désarmement à l'Assemblée générale de l'ONU , a conclu son exposé per ces mots :

«L'histoire a montré plusieurs fois que l'unité forgée dans la lutte par tous les peuples du monde est la principale force pour défaire les instigateurs de guerre.

sLa guerre mondiale, bien qu'elle soit inévitable, peut être retardée.

Tant que les peuples de tous les pays du monde forment un front uni international des plus larges contre l'hégémonisme, refusent d'être trompés et défient l'intimidation, renforcent leurs préparations sur le plan matériel et d'organisation contre une guerre d'agression, dénoncent et font échouer tout acte d'agression et d'expansion des superpuissances et leurs plans de puerre dans les diverses parties du monde, y compris leur détente et désarmement frauduleux, ils pourront certainement bouleverser et retarder le plan des superpuissances pour déclencher une guerre et se placer dans une position salide d'initiative. »

De nouvelles armes pour Moscou

Un super char de combat, le «T 80», et un aéroglisseur d'assaut, récemment introduits dans la panoplie du Pacte de Varsovie, «impressionnent» les milieux spécialisés de l'OTAN à Bruxelles. A leur grande surprise, l'URSS ne se contentera pas, ces prochaines années du char «T 72» qui vient seulement d'être exhibé à Moscou, mais se prépare à produire en grande série le «T 80» à blindage renforce et suspension hydropneumatique, une technique à laquelle les USA et la RFA viennent de renoncer en raison de son coût élevé. Sa puissance de feu serait augmenté par un canon de 125 MM alors que les modèles américains «XM1» et ouest-allemands «Léopard II», toujours au banc d'essai, auront respectivement des canons de 105 et 120 MM. Des missiles antichars et une toute nouvelle arme à rayons lasers complèteraient cet arsenal.

L'autre nouveauté, un aéroglisseur qui, dans sa version militaire, transporterait plusieurs centaines de soldats et des véhicules blindés à quelques 140 km/h, a été photographié par l'OTAN en mer Balti-

• USA

Victoire des dockers

La grève des 50 000 dockers américains, sur la côte Est et dans le golfe du Mexique, qui a duré deux mois, s'est terminée victorieusement. La grève contre la «containerisation» avait commencé le 1er octobre.

Cette victoire est due à la persévérance des dockers qui ont surmonté beaucoup de difficultés.

Quand la grève s'est étendue à certains ports, en novembre, le patronat a accepté les revendications essentielles des grévistes. Leur action était soutenue par les dockers de la côte Ouest et les ouvriers de certains pays euro-

Cette grève a asséné un coup dur aux capitalistes monopolistes et a eu un impact désastreux sur les importations et exportations américaines. Selon le département du Commerce, elle est la cause principale du déficit commercial mensuel en octobre, déficit record dans l'histoire.

La grève avait touché en réalité tous les secteurs de l'industrie américaine et elle a coûté à l'économie américaine 80 millions de dollars par jour.





60 millions pour decembre

L'échéance de décembre approche pour faire le point sur la grande campagne de souscription que nous avons lancée, et les initiatives se multiplient. Les communistes marxistes-léninistes de la faculté de Vincennes, par exemple, ont pris l'initiative de réaliser une courte brochure ronéotypée, fort bien présentée, dans laquelle ils s'adressent aux lecteurs et amis de l'Humanité rouge pour les appeler à se joindre à cette bataille de la souscription afin que notre presse vive et sa développe. Présentant un court historique de la presse marxiste-léniniste depuis la création de l'«Humanité nouvelle», en février 1965, jusqu'à aujourd'hui, la brochure reproduit différents textes de Lénine et Mao Tsétoung sur la presse communiste précisant son rôle révolutionnaire qui doit être d'éduquer le peuple, être une tribune populaire mais aussi un organisateur collectif

Une initiative qui permet, en diffusant une juste conception politique de notre presse, d'appeler largement à la soutenir.

COMMANDEZ NOTRE CALENDRIER 1978

Réalisé par nos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.

Corse

Capretti ne retournera pas en prison

Le militant corse, Dominique Capretti, qui avait été condamné, le 23 octobre 1976, à un an de prison pour sa participation à la manifestation d'Ajaccio du 7 septembre 1976, a interjeté appel de cette décision. Devant la cour d'appel, l'avocat général a réduit ses prétentions en requérant la prison avec sursis.

Dominique Capretti ne retournera donc pas en prison dans l'attente du verdict qui doit êre rendu le 15 décembre prochain.

L'informatique au service des profits des OPHLM

On n'arrête pas le progrès ! L'informatique se taille une part de lion dans la gestion des OPHLM, pas au service des travailleurs bien sûr. Elle est désormais utilisée pour fliquer les mauvais payeurs. C'est une interview d'un directeur de l'office de Saône-et-Loire, paru dans «Mairies nouvelles» qui nous le révèle,

"Il est certain que la situation du paiement des loyers s'est détériorée depuis quelques années et que nous avons parfois du mal à faire rentrer l'argent... C'est le problème comptable le plus important. Car il faut éviter que les recouvrements tardent. Et c'est en cela que le système informatique adopté est utile car il permet d'agir très vite. Il faut bien dire que trois à quatre mille locataires doivent leur loyer depuis plusieurs années». «Le système adopté, se réjouit-il, suffit largement, pour le moment, à situer immédiatement et de manière visible la situation de n'importe quel locataire»...

Voilà comment ouvriers, chômeurs, travailleurs en difficulté peuvent être immédiatement pris à la gorge et sommés, sous peine d'expulsion, de respecter les profits des OPHLM.

D'étranges voyageurs

Un travailleur de mon entreprise m'a raconté ceci : mardi 8 novembre, il voit sortir d'une caseme de la région parisienne des cars et des camions militaires remplis d'hommes en civil et «la boule à zéro» ; arrêté dans un embouteillage, il demande à un passager du camion où ils vont. «En,

Afrique» lui a répondu le gars.

L'impérialisme français prépare une intervention militaire pour défendre ses intérêts au Sahara occiden-

Nous devons le dénoncer et nous y opposer !

nous y opposer ! Un lecteur d' HR

Le PCF a lancé sa campagne électorale

C'est mal parti!

Les dirigeants du PCF ont commencé leur campagne électorale. Un peu partout, ils tiennent des réunions publiques, qui mobilisent en fin de compte peu de monde et suscitent plus de questions que d'enthousiasme chez les militants de base. Des camarades de Montreuil sont allés à la réunion organisée autour de René Foulon «élu du quartier», secrétaire du comité de ville du PCF (*).

"Ce dont il faut débattre ce soir, c'est : comment sortir de l'impasse, comment ramener le PS vers la gauche» devait déclarer le notable local du PCF.

Apparemment, l'enthousiasme n'est pas grand et bien des gens sont perplexes, presque personne ne dit mot.

> Le PS à droite ? Rien de nouveau

La première question posée par nos camarades : «Pourquoi vouloir à tout prix refaire l'alliance avec le PS, alors que ce parti a toujours trahi la classe ouvrière par le passé ? Que doit-on penser d'un programme comme le Programme commun, qui a pour principal effet de démobiliser les luttes et de redonner vie à un PS qui s'éteignait pour en faire le plus grand parti de France aujourd'hui ? Une telle politique n'est-elle pas plus que suspecte ?».

Réactions dans la salle : pas d'hostilité, de l'intérêt au contraire, on sent que ce sont là des questions que beaucoup d'honnêtes communistes se posent au fond d'eux-mêmes.

Par contre, il y a des remous à la tribune et parmi les chefs de la cellule du PCF.

Au cours du débat, un vieux travailleur intervient plusieurs fois pour répéter : «Si vous la voulez, l'union avec le PS, faites-là, je vous souhaite bien du plaisir, mais je n'y crois pas, je n'en veux pas, je n'ai jamais pu m'entendre avec eux, je n'ai jamais eu confiance et ce n'est pas aujourd'hui que je changerai d'avis».

1936 c'était autre chose

Le débat continue, à plusieurs reprises, les travailleurs dans l'assistance font référence à 36 : «Si on s'est fait avoir, c'est parce qu'on n'avait pas de programme précis et puis parce que les ouvriers n'ont pas maintenu la pression suffisante pour imposer leur volonté».

De la tribune on leur répond qu'aujourd'hui toutes les conditions sont requises.

Mais un travailleur intervient à nouveau : «Oui, mais en 36, tous les ouvriers étaient dans la rue, le poing levé, derrière nous. On n'en

est plus là aujourd'hui, même si on a beaucoup d'adhésions».

Avec preque du mépris pour «ce vieux pessimiste», les notables du PCF expliquent que le 24 mai 1977 a été une mobilisation comparable à celle de 36 et que le 1er décembre sera encore un grand coup dans la lutte de classes.

Le 1er décembre est passé depuis, nos lecteurs ont pu juger par eux-mêmes de ce qu'il en était...

Signer à tout prix Vient alors une question de madame la secrétaire de la cellule du PCF: «Pourquoi ne pas signer très vite un mauvais accord avec le PS, accepter ses conditions, s'entendre sur le strict minimum et au lendemain des élections, quand nous serons au pouvoir, mobiliser pour imposer ce que le Programme commun ne donnera pas ?».

Belle tactique, madame! Se faire le champion de l'union et se débarrasser du PS ensuite en rejetant sur lui toutes les «bavures»...

Seulement ces choses-là ne se disent pas en public, d'habitude... Alors, de la tribune, on répond que, pour le moment, la question reste d'imposer un bon programme au PS.

La revolution?

oui

Beaucoup de contradictions, donc, dans ce PCF que Marchais aime nous

décrire comme très uni. Beaucoup de questions capitales, essentielles, posées. par les travailleurs communistes, les militants de base du PCF.

Quand vers la fin de la réunion, les camarades en vinrent à parler de la révolution, ils sont très écoutés par la salle. Ceux de la tribune, par contre, se sentent très, très mal à l'aise...

Pour couper court au débat, Foulon lance : «Et d'ailleurs, il n'y a pas une seule personne en France qui croit honnétement à la révolution armée. Je suppose que personne ici n'est prêt à risquer sa vie comme ca ?».

C'est alors que les camarades s'écrient : «Si, nous, nous y croyons» !

(*) Nous ne pouvons faute de place passer ici l'article très vivant et très complet que nous ont envoye nos camarades. Nous ne relevons que quelques faits, les plus caractéristiques de la situation de l'ensemble du PCF.

Samedi au palais des congrès

MARCHAIS EN QUETE DU SUFFRAGE DES FEMMES

Le PCF a organisé samedi au Palais des Congrès, à Paris, un meeting à l'adresse des femmes. Bien sûr, ce sont des ténors qui ont parlé à ce meeting : Gisèle Moreau, député de Paris, et Marchais lui-même.

Leurs interventions ont été précédées par un film où de nombreuses ouvrières et femmes des couches populaires ont condamné la société actuelle. Elles ont dénoncé le chômage qui touche particulièrement les femmes, les emplois souspayés, le travail au rendement, le manque de crèches, l'absence de liberté réelle et de gratuité de la contraception et de l'avortement, etc. Ce fut un dur réquisitoire contre la société capitaliste et plusieurs d'entre elles ont exprimé leur volonté d'un changement de régime en répondant à la question «Que

changer»

voulez-vous

«TOUT».

Une jeune fille, obligée pour trouver du travail de se reconvertir à l'âge de ans en abandonnant sa formation de comptable, a déclaré en réponse à la question : «Si tu avais une question à poser à Georges Marchais, qu'est-ce que tu lui dirais ?» : «Je lui demanderais comment il ferait pour changer la société, pour que le travail ne soit plus abrutissant pour personne, pour qu'il n'y ait plus des travailleurs aux bas salaires et des cadres touchant un million, pour que personne ne vive plus dans des taudis». Marchais a donc expliqué, à sa manière, ce que veulent les femmes, ce qu'elles avaient voulu dire : «on comprend qu'à la question : que voulez-vous changer ?,



Si les femmes luttent, c'est pour en finir avec l'exploitation,

Réponse sauce Marchais

Georges Marchais ne pouvait répondre vraiment aux aspirations de toutes ces femmes travailleuses qui veulent en finir avec l'exploitation capitaliste. Il a cherché, dans une longue intervention, à faire croire que la seule alternative qu'elles avaient pour les exprimer, c'était de voter pour le PCF. Auparavant, Gisèle Moreau avait donné le ton «l'action est indispensable, mais elle ne peut tout changer. If faut changer de société. C'est possible avec les élections».

elles répondent : tout. Qu'est-ce que cela veut dire ? S'attaquer à tous les problèmes auxquels se heurtent les femmes dans la vie «mais encore»... voter pour le PCF, mettre leurs luttes au service de l'union... du Programme commun, le plus petit pas possible vers le socialisme aux couleurs de la France»...

Si Marchais jette des fleurs aux femmes, c'est pour récolter leur vote pour un programme qui n'a plus grand chose de «commun» et perpétue le capitalisme. Voilà qui fera sans doute aussi réfléchir bien des femmes;



• Lille (Seclin) - Conforama

NON AU TRAVAIL DU DIMANCHE

Suite à l'intervention au Conseil municipal de Section le lundi 14 novembre (voir HR No 7), le syr 1icat commerce et services de Lille, la CSCV * et l'UL-CFDT de Lille ont poursuivi leur action le 20 novembre contre l'ouverture du dimanche en bloquant les voies d'accès au magasin Conforama.

Cette action dure, avait pour but de faire pression sur le préfet afin qu'il refuse la dérogation d'ouvrir le dimanche, et d'expliquer (de vive voix et par tracts) aux consommateurs en quoi l'ouverture du dimanche est nuisible aux intérêts des travailleurs (extension et généralisation de ce principe aux autres travailleurs du commerce et pourquoi pas à d'autres branches ? Les achats le dimanche sontils vraiment une forme de loisir ou une source de pro-

Même si le premier objectif n'a pas encore été atteint, cette action a, dans l'ensemble, été bien accueillie par les consommateurs et les gens de passage.

Bizarrement, malgré l'énorme embouteillage, la police n'est pas intervenue. Par contre, quelques fascistes (4 !!) matraques au poing, ont tenté vainement de provoquer et d'intimider les manifestants. Bien sûr, le journal local du P«C»F "Liberté," n'a pas rendu compte de cette action, et ce malgré l'engagement d'un rédacteur de ce journal vis à vis d'un militant P«C»F, présent dans l'action et qui, lui, avait en main propre le communiqué de presse !

Quant à la CGT (UL de Seclin), non seulement elle n'a pas participé à cette action, mais en plus, elle s'en défend publiquement. D'abord, parce que d'après elle la CFDT tente de faire porter le chapeau de cette affaire Conforama à la municipalité «de gauche» de Seclin... Ensuite, parce que ce sont les travailleurs de Conforama qu'il faudrait d'abord convaincre de ne pas travailler ce jour-là.

En parlant ainsi la CGT oublie trois choses:

que la municipalité PCF de Seclin a jusqu'à ce jour donné un avis favorable à l'ouverture de Conforama le dimanche. Alors que rien ne l'y obligeait (si ce n'est peut-être les 30 millions de patente !)

que les 78 travailleurs Conforama sont contraints, par leur contrat d'embauche, leur forme de rémunération et le chantage au licenciement (en cas de fermeture du magasin le dimanche) de sacrifier ce jour-

que d'autres grandes surfaces et autres magasins prennent prétexte de l'eexemple de Conforama pour tenter d'ouvrir eux aussi le dimanche et par conséquent ce n'est pas 78 salariés qui sont en cause, mais bien tous les salariés du commer-

Les travailleurs ne se laisseront pas abuser par les arguments d'aussi mauvaise foi, et poursuivront leur lutte jusqu'à la fermeture définitive des magasins le di-

Non au travail du dimanche, Deux jours de repos consécutifs par semaine!

Non aux loisirs-achats. Oui à la réduction du temps de travail pour faire des achats en semaine!

Correspondant HR avec les militants du commerce. *Confédération syndicale du cadre de vie.

Montpellier

1er décembre



Une militante marxiste-léniniste diffuse le tract spécial de l'«Humanité nouvelle» (organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) appelant à la lutte contre l'abrogation des mesures Stoléru. Le permanent CGT s'approche.. .. et aidé d'un de ses compères, il passe à l'action.



Passivité face aux attaques antiouvrières de Stoléru et répression contre ceux qui organisent la lutte : voilà l'activité des révisionnistes !

A noter qu'au cours de cette même manifestation du 1er décembre, le groupe femmes qui y participait a été violemment agressé par le service d'ordre CGT et sa banderole déchirée Cette agression a suscité la réprobation de nombreux travailleurs et notamment de syndi-

Région Provence

Record des accidents du travail

Dans la région Provence-Côte d'Azur, le taux de fréquence moyenne régionale des accidents du travail est supérieur de deux points à l'indice national. En 1975, par exemple, la région a enregistré 80 000 accidents du travail, dont 165 mortels et 12 700 graves. Le complexe de Fos comptabilise à lui seul 47 morts depuis sa mise en chantier. Une seule entreprise de la région a enregistré 18 morts en 10 ans !

Ces assassinats sont pratiquement légaux. Un chiffre en témoigne : en 1972, 448 562 infractions aux regles de sécurité et à la législation du travail en la matière avaient été relevées. 16 000 à peine avaient donné lieu à un procès verbal. c'est à dire 3,5 %.

bien de morts à la suite de cette tolérance criminelle qui ménage les profits capitalistes aux dépens de la santé et de la vie des travail-

On compte ainsi, dans toute la France, plus d'un million d'accidents et environ 2 500 morts par an, soit un mort toutes les 40 minutes. Barre et les monopoles qu'il défend ont tôt fait de hurler contre les journées «perdues» par le grand capital pour cause de greve. Ils taisent, par contre, pudiquement que celui des journées «perdues» pour cause d'accidents du travail est dix fois supérieur !

Certains textes existent bien : ils prévoient, par exemple, jusqu'à deux ans d'emprisonnement pour le patron responsable d'un accident mortel du travail. Aucun patron jusqu'à ce jour ne les a jamais accomplis et lorsqu'un juge courageux, le juge De Charrette. a fourré 15 jours un patron en prison, cela a été, dans toute la grande presse, une levée de boucliers.

Le journal «Le Proven cal», qui reconnait ces faits. a, lui, trouvé les boucs-émis-

saires de cette situation. Ce sont... les travailleurs immigrés ! Leur «fort pourcentage ici, 14 % contre 10 % pour le reste de la France, accroit les possibilités d'accidents tout simplement parce que les immigrés sont sans formation professionnelle, ils changent très souvent d'emploi, donc leur qualification, dans un secteur donné, est moins grande et enfin ce sont des déracinés psychologiquement et socialement». Et de pròner son remède : «La concertation entre tous les rouages de l'entreprise

On peut difficilement faire plus ignoble !

Auxiette – Nanterre

Succès de la grève

Auxiette qui s'étaient mis en grève le 28 novembre ont obtenu satisfaction. Ils étaient payés à 9.95 F de l'heure, désormais le salaire horaire sera de 13,10 F et 14, 28 Faprés un an d'ancienneté.

Ils ont obtenu en outre une prime de fin d'année, et l'intégration au salaire d'une prime qui avant sautait au

moindre accrochage du car. Ce succés a été obtenu après une semaine de grêve avec occupation des locaux

Les chauffeurs des cars et la participation presque unanime des chauffeurs diriges par leur jeune section

Le mardi, le patron a fait appel aux services d'une autre entreprise (les cars Suzanne) pour briser la grève.

Il n'a pas pu renouveler sa manoeuvre le lendemain . les chauffeurs avant compris de quoi il s'agissait, ont refusé de jouer le rôle de iaunes.

La lutte résolue et la solidarité voila, la bonne voie pour faire céder le patron.

Le gouvernement et le forte consommation d'élec-CNPF utilisent la radio et la presse pour orchestrer une vaste campagne contre

les grévistes de l'EDF.

Les travailleurs de l'EDF ont engagé, depuis vendredi, un mouvement de gréve pour obtenir satisfaction sur les revendications salariales. Ils réclament 200 F d'augmentation pour tous Ce mouvement se traduit par 4 heures de gréve tournante par région et une heure de coupure chaque jour au niveau de la production thermique et hydrauli-

Le mouvement se produit dans une période de tricité, et bien sur , la grève fait sentir ses effet dans les entreprises industrielles ce qui provoque la hargne du CNPF

le droit de grève

La direction EDF a cru bon de provoquer des incidents en ne desservant pas de manière prioritaire le réseau «Croix rouge», mais plutôt les entreprises, ce fut le cas à Lille. Incidents qui furent exploités en long et en large pour tenter de créer une opinion publique hostile aux grévistes de l'EDF.

Cette campagne risque de constituer un prélude à la remise en cause du droit

de greve pour les travailleurs d'EDF, et plus généralement ceux du service public. Elle doit être dénoncée et combattue. Les travailleurs d'EDF ont raison de recourir à la grève pour faire aboutir leurs revendications!

> Pour correspondre avec le journal Téléphonez au

Directrice de publication : Suzanne Marty

Commission paritaire No 57962

Distribution NMPP

202-18-29